



HAL
open science

Entre mémoire institutionnelle et mémoire personnelle

Irène dos Santos

► **To cite this version:**

Irène dos Santos. Entre mémoire institutionnelle et mémoire personnelle : Quelle mémoire partagée de la migration portugaise en France?. *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, 2005, *Migrations en mémoire*, 6, pp.85-95. halshs-01993815

HAL Id: halshs-01993815

<https://shs.hal.science/halshs-01993815>

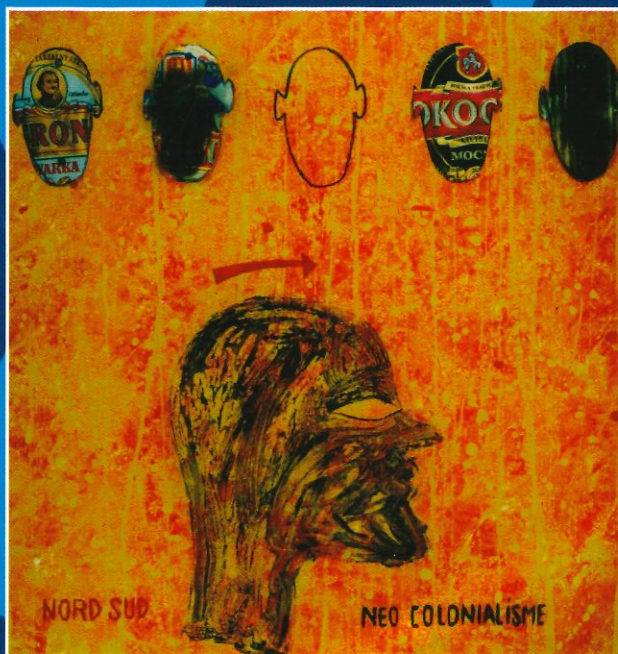
Submitted on 25 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Diasporas

Histoire et sociétés



Migrations en mémoire

Entre mémoire institutionnelle et mémoire personnelle

IRÈNE DOS SANTOS

*Quelle mémoire partagée
de la migration portugaise
en France ?*

Même collective, la migration est vécue par tout un chacun comme unique : aucun migrant n'a la même histoire. Dès lors, pourquoi et comment construire une mémoire partagée ? Quels enjeux revêt ce passé pour les individus, les familles et les pays concernés ? « Quand tout cela entre dans le passé, quand le "parcours" de l'immigrant est achevé, alors, et alors seulement, la mémoire collective peut se recomposer, proposer sa vérité, écarter ou mettre en exergue tel ou tel souvenir¹. » Dans le cas de la migration portugaise intra-européenne des années 1960-1970, parler de mémoire peut paraître paradoxal. Car, pour de nombreuses familles, cette expérience de la migration s'inscrit encore dans le présent et se trouve sans cesse renouvelée par le va-et-vient continu entre les deux pays. Cette circulation réactive-t-elle pour autant chez les migrants les souvenirs attachés au départ, au voyage et à l'installation dans le pays d'accueil ? Ces souvenirs constituent-ils un composant transmissible de la mémoire des familles portugaises immigrées ?

1. Pierre Milza et Émile Témime, « Français d'ailleurs, peuple d'ici. Préambule », in Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Autrement, Paris, 1995, p. 7.

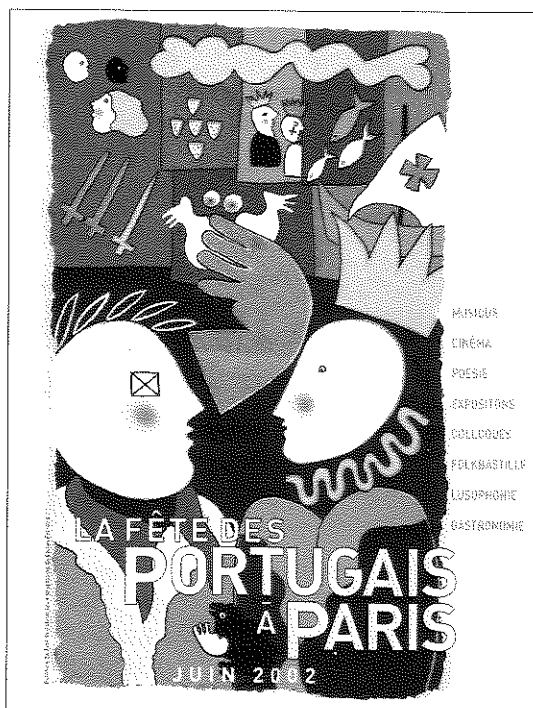
globale, l'émigration illégale atteint alors une moyenne annuelle dépassant les 50%. Tandis que l'émigration du XIX^e siècle s'inscrit dans un contexte général de mobilité des populations européennes, elle devient une « anomalie » dans sa persistance au XX^e siècle⁶.

Depuis la fin du XIX^e siècle, la politique portugaise de l'émigration apparaît contradictoire, car tout en reconnaissant son apport financier (les devises en provenance du Brésil) et son rôle sociologique (résorption de l'excédent démographique et régulation des tensions sociales), l'État tente simultanément de la maîtriser pour le peuplement de l'empire colonial⁷. L'« État nouveau »⁸ maintient cette politique contradictoire. Considérée comme allant à l'encontre de la politique nationale d'expansion, l'émigration, devenue européenne à partir de 1960, est alors « quasiment ignorée »⁹. Les années qui suivent la Révolution des Œillets du 25 avril 1974 constituent un tournant. Un ensemble de mesures visent à intégrer l'émigrant à la nation portugaise¹⁰. Dans ce contexte, l'ancien *Dia de Raça* (Jour de la race) sous l'« État nouveau », devient le « Jour du Portugal, de Camões¹¹ et des Communautés portugaises ». L'apparition de catégories – « Communautés portugaises », « Luso-descendants » – pour désigner les quelque quatre millions d'émigrants portugais et leurs descendants dispersés à travers le monde, montre la construction politique d'une « transnation » qui serait, dans une vision post-coloniale, le prolongement de l'empire portugais¹². On peut dès lors s'interroger sur la manière dont l'émigration récente, à destination de l'Europe (la France, mais aussi l'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg), s'intègre dans l'histoire globale de l'émigration, fondatrice des « Communautés portugaises ». Que célèbre-t-on, en fait, dans les commémorations officielles du

« Jour du Portugal, de Camões et des Communautés » ?

En juin 2002, l'Ambassade du Portugal à Paris lance un ambitieux programme de festivités en partenariat avec la Mairie de Paris¹³. « La Fête des Portugais à Paris » dure tout un mois. Outre de multiples manifestations culturelles, elle est ponctuée par deux événements solennels : une messe portugaise célébrée à la Cathédrale Notre Dame par le Cardinal Patriarche de Lisbonne et l'Archevêque de Paris, ainsi qu'un hommage à Luis de Camões devant sa statue, située dans le 16^e arrondissement. L'histoire des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants portugais venus en France est absente de ces commémorations. On célèbre le présent – la réussite économique et l'intégration des Portugais de France – et le passé lointain, comme le montre l'omniprésence du thème des découvertes maritimes dans les discours des politiques adressés aux « émigrants » et aux « Luso-descendants ». Ces commémorations illustrent « la constante (ré)invention du rôle légendaire accompli par les navigateurs portugais à l'époque des grandes explorations maritimes¹⁴ » ; ce que confirme l'idée initiale d'édifier sur le Champ de Mars, le temps des festivités, une réplique de la Tour de Belem¹⁵. Si l'histoire, notamment celle des découvertes maritimes, est une « ressource identitaire » des migrants portugais¹⁶, la statue de Luis de Camões peut-elle néanmoins constituer un lieu de mémoire – « dans les trois sens du mot, matériel, symbolique et fonctionnel¹⁷ » – pour la population émigrée ? Non inscrite dans ce passé lointain et glorieux, comment l'émigration de la seconde moitié du XX^e siècle « vers » l'Europe pourrait-elle être intégrée à la mémoire officielle ?

La définition des contenus supposés de la mémoire nationale constitue un enjeu



politique. Il y a pourtant une attente de la part des émigrants. Le discours de l'essayiste portugais Eduardo Lourenço – qu'ils ont ovationné – est-il, en ce sens, précurseur d'une reconnaissance des spécificités de l'histoire de l'émigration des années 1960-1970?

« Cette épopée, parce que c'est une vraie épopée, est connue dans ses traits généraux, mais pas tellement des Portugais, je parle des Portugais du Portugal. Elle est connue de ceux qui l'ont vécue, qui ont souffert, de ceux qui en ont été les acteurs, mais elle n'a pas eu, ni sur le plan littéraire, ni même sur le plan du documentaire, ou du cinéma, la place qu'elle mérite. [...] Nous sommes encore en manque aujourd'hui, il y a un trou dans notre mémoire au sujet de notre passé, qui est le vôtre, qui est le mien, à propos de cette fameuse épopée. Ce n'est pas une épopée au sens de Camões, racontant nos exploits au XVI^e siècle. Nous ne sommes pas venus ici avec

« *Nous ne sommes pas venus ici avec les caravelles [...]*
Nous sommes venus pieds nus. »

6. Joel Serrão, *A emigração portuguesa*, Livros horizonte, Lisboa, 1982 (1972).

7. Miriam Halpern-Pereira, « Fondements de la politique d'émigration portugaise (1850-1930) », *Peuples Méditerranéens*, juill.-sept. 1980, n° 12, p. 51-73.

8. Issu d'une dictature militaire instaurée en 1926, l'« État nouveau » (1933) d'António de Oliveira Salazar fut renversé en 1974.

9. Victor Pereira, « L'État portugais et les Portugais en France de 1958 à 1974 », *Lusotopie*, 2002, p. 9-27.

10. Voir Marie-Antoinette Hily et Michel Poinard, « Les Portugais : parcours migratoires et diaspora », in *L'immigration entre loi et vie quotidienne*, L'Harmattan, Paris, 1993, p. 127-148.

11. Luís de Camões (1524-1580), poète dont l'œuvre maîtresse, les *Lusiades*, raconte la découverte de la route des Indes par Vasco de Gama.

12. Voir Bela Feldman-Bianco, « A criação de uma nação (portuguesa) desterritorializada e a transnacionalização de famílias », *Cadernos CERU*, São Paulo, 1995, n° 6, série 2, p. 89-104.

13. La moitié de la population portugaise et d'origine portugaise de France (près de 800 000 individus) est installée en région parisienne.

14. Bela Feldman-Bianco, *op. cit.*, p. 90.

15. Monument du XVI^e siècle au bord du Tage, à Lisbonne, marquant le lieu du départ des caravelles.

16. Michel Oriol, « Du navigateur au prolétaire. L'histoire comme ressource identitaire dans la diaspora portugaise », *Peuples méditerranéens*, avril-sept. 1985, n° 31-32, p. 203-215.

17. Pierre Nora, « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire: La République (I)*, Gallimard, Paris, 1984, p. XXXIV.

précarité des conditions de vie au Portugal, est donc réinscrite dans un autre contexte historique et symbolique, celui d'une épopée nationale qui commença avec l'expansion de l'empire et qui fonde aujourd'hui les bases d'un espace de la « lusotopie ». Cette politique de la mémoire (les commémorations des « Communautés portugaises ») ignore de ce fait une histoire difficile, parfois dramatique pour ses acteurs, et surtout peu valorisante pour le Portugal qui tente aujourd'hui de se construire une image de pays « moderne », devenu d'ailleurs un pays d'immigration. Dans ce contexte, les émigrants portugais sont devenus des « citoyens européens », valorisés politiquement en tant que tels, mais sans passé.

REPRÉSENTATIONS DE LA MIGRATION CHEZ DES JEUNES FRANCO-PORTUGAIS

Institutionnellement écartés de l'histoire sociale, les émigrants ont-ils eux-mêmes transmis leurs expériences de la migration ? La transmission est l'instrument de la continuité sociale d'un groupe. Dans la situation de rupture qui est celle de la migration, se pose la question du choix « d'objets stratégiques » à transmettre pour perpétuer les appartenances avec le pays et la culture d'origine. Trente, voire quarante ans après l'émigration, la perpétuation de liens matériels et sociaux avec le Portugal rend permanente l'idée d'être inscrit dans une histoire collective de la migration (assumée ou non), méconnue des enfants nés en France. Aujourd'hui, certains expriment pourtant le « besoin de mieux comprendre » l'histoire familiale.

La mort d'un père ou d'une mère, ou le fait de devenir soi-même parent, peuvent agir comme des facteurs déclencheurs de ce processus mémoriel. De manière plus générale, on observe chez des jeunes franco-portugais (étudiants, diplômés) une dynamique de valorisation, au sein de la société française, du pays et de la culture d'origine, ainsi que la quête de ressources symboliques mobilisées dans la construction de leurs identités : « retours » sur la terre d'origine, lieu de la mémoire familiale²⁷ ;

L'histoire de l'émigration vers la France est peut-être encore trop récente pour constituer un objet patrimonial au même titre que celle de l'émigration vers le Brésil.

18. Discours de clôture de la « Deuxième rencontre des Portugais et Luso-descendants élus dans les municipalités françaises » (Paris, Palais du Sénat, 29 février 2004).

19. Abdelmalek Sayad, *La double absence*, Seuil, Paris, 1999, p. 164.

20. Albertino Gonçalves, *Imagens e Clivagens. Os Residentes face aos Emigrantes*, Edições Afrontamento, Porto, 1996.

21. « Il n'y pas ici de familles sans émigré, ni aucun endroit au monde qui n'ait été traversé par un habitant de Memória ».

22. Alice Tomé et Teresa Carreira, « Emigração, Identidade, Educação : mitos, arte e símbolos lusitanos », in *IV Congresso Português de Sociologia*, Universidade de Coimbra, 17-19 de Abril de 2000.

23. <http://www.museu-emigrante.webside.pt>

24. La maison de « Brésilien » renvoie aux maisons bourgeoises et hôtels particuliers construits au XIX^e et début du XX^e siècles par des émigrants ayant fait fortune. Miguel Monteiro, « Representações materiais do Brasileiro e construção simbólica do retorno », *Revista de Letras e Culturas Lusófonas*, Lisboa, 2000, n° 11, p. 100-119.

25. Réalisée en 1989 par José Vieira. Voir Marie-Claude Muñoz, « Le rêve portugais. Portrait d'une exposition », *Hommes et migrations*, 1989, n° 1123, p. 22-24.

26. Miriam Halpern-Pereira, *op. cit.*, p. 59.

27. Voir Irène S. dos Santos, « Pratiques culturelles et circulation en Europe. Les "Lusodescendants" », *Revue de synthèse*, 2002, 5^e série, p. 167-192.

recherches généalogiques; discours de valorisation de la culture portugaise, notamment au sein d'espaces associatifs qu'ils ont créés; recherches universitaires menées sur le Portugal pour mieux comprendre son histoire²⁸. En France, l'immigration n'a pas été jusqu'à récemment un objet légitime de la mémoire nationale; à cela s'ajoute, en ce qui concerne l'immigration portugaise, la quasi absence d'études historiques publiées. À l'instar des enfants issus de l'immigration économique, les jeunes franco-portugais ont souffert, notamment à l'âge de l'adolescence, de la double dévalorisation que représente l'origine socio-professionnelle des parents et l'origine portugaise. Leurs parents ont préféré taire des événements de leur vécu jugés traumatisants, même s'il est probable que la mémoire de l'émigration est différemment assumée selon les représentations que s'en fait l'émigré (culpabilité, fierté), selon la nature de l'expérience (la clandestinité a engendré des conditions traumatisantes, humiliantes) et les raisons de départ (économiques, politiques).

Les quarante-trois récits de vie retenus pour cette réflexion sont ceux de jeunes franco-portugais âgés entre 18 et 35 ans qui n'ont pour la plupart pas émigré. Dix-huit d'entre eux passent sous silence la migration parentale, quinze mentionnent la date, l'âge ou la raison de l'émigration, et seuls dix en développent certains aspects. Si nous considérons les récits de vie comme « une reconstruction de l'identité et pas seulement comme des récits factuels²⁹ », il apparaît que la mémoire de la migration n'a pas été, jusqu'à présent, un repère identitaire pour les jeunes franco-portugais.

La majorité des récits restent très vagues et renvoient à une histoire standardisée. Ils évoquent parfois des dates, mais bien plus souvent c'est l'âge des parents ou des proches qui sert de seul repère tempo-

rel. Le temps de la migration portugaise reste ainsi un temps personnel, alors que parallèlement les récits donnent l'impression de l'existence d'une seule histoire qui aurait été la même pour tous. Les raisons de l'émigration, les conditions du voyage, celles de l'installation en France ont pourtant été multiples. La construction d'une mémoire collective demande-t-elle des simplifications? Elle est en tout cas sélective. Trois repères sont récurrents dans les récits – les raisons de l'émigration (économique et/ou fuite de la guerre coloniale), la clandestinité et le bidonville – et apparaissent comme significatifs dans les représentations que se font les enquêtés de la mémoire de la migration de leurs aînés.

Ceux qui racontent l'émigration économique ont généralement conscience des « sacrifices » de leurs parents, grâce auxquels ils ont une vie meilleure comparée à celle qu'ils auraient eue au Portugal. Mais ils en ont en même temps une image négative, comme le montrent ces quelques mots (réaction d'un enquêté aux situations « d'esclavage moderne » récemment relatées par la presse sur des Portugais en Allemagne, en France, aux Pays-Bas...):

« On est vraiment prêt à tout pour le fric quitte à perdre notre dignité [...] nos ressortissants quittent-ils encore le pays pour accepter de vivre comme des chiens, dans des baraques, clandestinement? » (Homme, 28 ans, consultant, Paris.)

L'émigration clandestine reste entourée d'un non-dit, le terme lui-même n'étant pas prononcé par les parents, mais par les enquêtés. « Beaucoup de clandestins cachaient leur départ, même aux parents les plus proches, de peur qu'ils fassent obstacle ou que la nouvelle s'ébruite³⁰ », et le silence semble avoir été perpétué dans l'immigration.

« Ils [le père et la mère] l'ont évoqué une ou deux fois. Ils m'ont juste dit qu'ils ont traversé la frontière clandestinement... ils n'ont pas dit clandestinement, ils ont dit qu'ils avaient dû se cacher pour passer la frontière. » (Homme, 30 ans, sans emploi, Paris.)

Le bidonville est le troisième « événement » marquant évoqué dans quatre récits :

« Mes deux grands-pères ont vécu dans le bidonville de Champigny²⁸ dans des conditions inacceptables. Ils se sont sentis humiliés. Aujourd'hui ils n'en parlent pas. » (Homme, 23 ans, étudiant dans une école supérieure de commerce, Paris.)

Ce silence familial, qui persiste alors que certaines familles vivent encore à proximité de l'endroit, est amplifié par le vide laissé dans la mémoire collective française. L'historienne Marie-Christine Volovitch-Tavares raconte d'ailleurs que lorsqu'elle cherchait des témoignages sur l'histoire du bidonville, les gens se souvenaient des Algériens, mais pas des Portugais.

« Cette histoire, c'est un sujet tabou. Pourquoi avoir été parqués dans des bidonvilles ? Mes parents ont un potager au bidonville, on fait des grillades et on passe le dimanche là... Pourquoi cet oubli ? J'ai vu un film sur ça et, de fil en aiguille, je les questionne face à un vide. » (Femme, 30 ans env., Paris.)

En France, dans les familles portugaises, la mémoire identitaire n'a pas retenu l'événement de la migration comme « objet stratégique ». Questionnée par le chercheur, elle apparaît néanmoins dans quelques récits de vie d'enfants de migrants, sous une forme globalisante, qui retient des événements collectifs marquants (émigration clandestine, bidonville), preuve que « la mémoire ethnique se structure en intégrant des événements tragiques qui, mis en saillance, vont conforter le sentiment d'appartenance³² ». Arrivés à l'âge adulte, devenus eux-mêmes parents, certains prennent aujourd'hui conscience d'un besoin de mémoire personnelle qui questionne les non-dits. Mais il s'agit aussi de se construire une histoire personnelle qui ne coïncide pas nécessairement avec les représentations collectives :

La mémoire de la migration n'a pas été, jusqu'à présent, un repère identitaire pour les jeunes franco-portugais.

28. Gérard Noiriel faisait déjà la même observation concernant les descendants d'immigrants arrivés avant la Seconde Guerre mondiale : Gérard Noiriel, « Français et étrangers », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire : Les France*, tome 3, 1992. Pour les jeunes franco-portugais voir : *Les Portugais et le Portugal en France au XX^e siècle*, BDIC, « Archives et histoire des relations internationales », Nanterre, *Cahiers de recherches*, 2003.

29. Michael Pollak, « La gestion de l'indicible », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, n° 62-63, p. 30-53.

30. Miguel da Mota, « Les Portugais de Guimarães et de Covilhã dans l'arrondissement de Lille depuis 1917 », in *Les Portugais et le Portugal en France au XX^e siècle*, op. cit., p. 12-31.

31. « En 1964, un rapport de la préfecture de Police de la Seine estimait que, sur les 40 000 Portugais du département, plus de 15 000 vivaient dans une dizaine de bidonvilles. Celui de Champigny, presque exclusivement habité par des Portugais, comptait alors près de 10 000 personnes et devint, au milieu des années soixante, le plus grand bidonville de France » : Marie-Christine Volovitch-Tavares, « Portugais de France, un siècle de présence », in Laurent Gervereau, Pierre Milza et Émile Témime (dir.), *Toute la France. Histoire de l'immigration en France au XX^e siècle*, BDIC / Somogy / Adagp, Paris, 1998, p. 144-153.

32. Joël Candau, op. cit., p. 122.

« Je ne sais pas s'ils ont connu le bidonville de Champigny [...] je ne sais pas s'ils y ont vécu, peut-être je me raconte des histoires en essayant de donner un contenu à l'histoire de mes parents. C'est pour ça qu'il faut que je passe du temps avec mon père au Portugal. » (Homme, 30 ans, sans emploi, Paris.)

Ces quêtes personnelles participeront-elles d'une dynamique collective de construction d'une mémoire partagée de la migration portugaise ?

LA VOLONTÉ DE MÉMOIRE COLLECTIVE

Le réseau associatif créé par les primomigrants, cadre privilégié du souvenir collectif, a semble-t-il été un espace d'évocation de l'expérience de la migration³³. La question de son souvenir n'y était pas encore posée : « On ne parle tant de mémoire que parce qu'il n'y en a plus³⁴. » Dans les années quatre-vingt, des jeunes portugais, arrivés en France dans le cadre du regroupement familial (années 1960), s'organisent dans des espaces distincts des associations traditionnelles créées par leurs aînés. Ils mobilisent l'expression artistique pour mettre en avant leur vécu d'immigrés³⁵. Il s'agit de dénoncer « l'enfermement » des Portugais en France, mais aussi les conditions de vie de tout immigré, le racisme, l'échec scolaire contre lequel lutte par exemple l'Association des Étudiants portugais de France. L'ensemble de ces revendications s'inscrit dans le présent et dans un devenir au sein de la société française, sans évocation du passé. Pourtant, à la même époque, des films documentaires retracent déjà des événements marquants de cette histoire comme l'émigration clandestine ou la vie dans les bidonvilles³⁶.

gration clandestine ou la vie dans les bidonvilles³³.

La mémoire de ce mouvement militant n'a pas été transmise à la génération suivante, née en France ou arrivée en bas âge (années 1970), qui crée dans les années quatre-vingt-dix ses propres structures : Association des étudiants lusophones à Nancy, Cap Magellan à Paris, La Caravelle d'Orphée à Nantes, Lusomundo à Lyon. Tournées vers la société française, elles ne militent pas pour la cause immigrée, mais oeuvrent pour une nouvelle image du Portugal et de la culture portugaise en France et pour leur « visibilité », notamment en mettant à distance la tradition populaire d'origine et en promouvant une culture urbaine et lettrée.

En octobre 2002, l'association Cap Magellan crée une nouvelle rubrique dans son magazine mensuel *CapMag* (édité à trente mille exemplaires) – « Vous et vos parents » – où des témoignages sur la migration apparaissent. Lors du 11^e Forum de l'association, en décembre 2002, un débat intitulé « La deuxième génération : un travail de mémoire » est organisé. Une dizaine de jeunes y participent dont les témoignages convergent : « Il est difficile d'avoir une mémoire si on ne nous la transmet pas, et on ne veut plus en parler. » Deux lycéennes décrivent aussi leur projet d'exposition, dans leur lycée, sur l'histoire de l'immigration portugaise. Dans une salle comble, une conférence « Immigration sous la Dictature de Salazar » réunit un public pluri-générationnel d'une centaine de personnes. L'historienne Dejanirah Couto y explique l'importance de « démystifier certains problèmes », relativisant « le caractère exceptionnel de l'émigration clandestine » ainsi que « l'image très noire de la situation économique du Portugal des années 1960 », contestant aussi « la corrélation systématique

quement faite entre les guerres coloniales et l'émigration». Cette conférence devient le théâtre d'une véritable confrontation entre histoire et mémoire; un primo-migrant conclut: «Fuir la misère a été une bonne chose pour tout le monde». Ce commentaire (qui a la force d'un postulat) renvoie aussi à deux formes distinctes d'élaboration du passé: une mémoire qui retient la seule raison économique de l'émigration («fuir la misère») et une autre qui fait du contexte politique (la dictature) un contenu essentiel et légitimant de la mémoire collective de la migration.

Créée au printemps 2003 à l'initiative de José Vieira, l'association Mémoire Vive / Memória Viva réunit des acteurs de la génération militante des années 1980, ainsi que des chercheurs qui travaillent sur l'immigration portugaise, autour d'un objet principal: la création d'un «lieu de mémoire», virtuel, de l'immigration portugaise. Le projet émane d'individus qui ont fait l'expérience de l'émigration au cours de leur enfance: leurs témoignages serviront d'amorce à l'écriture d'une mémoire collective. Il s'agit de donner la possibilité à ceux qui ont vécu cette expérience de se souvenir, pour léguer aux générations nées en France une mémoire identitaire. Il s'agit tout autant de témoigner, dans la société française, que l'histoire de l'immigration portugaise n'est pas «une histoire sans histoires».

Les fondateurs du projet croient répondre à un «besoin de mémoire» des jeunes franco-portugais insatisfaits du silence des aînés. En 1993, des jeunes de l'Association portugaise socioculturelle et créative de Champigny avaient cherché à reconstituer la mémoire du bidonville local, mais certains de leurs aînés s'étaient opposés au projet³⁷. Déjà, en 1989, l'exposition «Le rêve portugais: 30 ans d'immigration portugaise en France» avait soulevé de nombreuses critiques relatives à l'image misérabiliste ainsi renvoyée: les souvenirs d'enfance de José Vieira – arrivé en France avec sa famille dans les années 1960 – au bidonville de Massy (Essonne) défiaient l'oubli collectif. Vingt ans après, celui-ci réalise un film qui retrace les itinéraires d'hommes et de femmes ayant émigré clandestinement³⁸. La projection du film dans les associations portugaises réveille des souvenirs enfouis, et nombreux sont ceux qui veulent dès lors témoigner. Le film documentaire peut ainsi parfois servir de déclencheur à la transmission intergénérationnelle d'une mémoire douloureuse. Entre jeunes appartenant au milieu associatif franco-portugais, une polémique apparaît par

Il s'agit tout autant de témoigner, dans la société française, que l'histoire de l'immigration portugaise n'est pas «une histoire sans histoires».

33. Voir Michel Oriol, *op. cit.*

34. Voir Pierre Nora, *op. cit.*, p. 17.

35. Ce fut le cas de la compagnie de théâtre bilingue *Cá e lá* (Ici et là-bas, ici est ailleurs) avec la pièce *Le cul entre deux chaises*, ou encore du collectif Centopeia à l'origine du film *Portugaises d'origine* et de la brochure *Thos: chuchotements dans l'arrière-cour* (mai 1985).

36. Voir Manuel Madeira, «Filmographie sur l'immigration portugaise», *Latitudes*, Paris, 1999, n° 5, p. 25-27; José Alexandre Cardoso Marques, *Images de Portugais en France. Immigration et cinéma*, L'Harmattan, Paris, 2002.

37. Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny*, *op. cit.*, p. 12.

38. *La photo déchirée: chronique d'une émigration clandestine*, 2001, 52 min, La 8 distribution. Le titre évoque la photo déchirée en deux de l'émigrant, dont une moitié était laissée à la famille afin de rétribuer le passeur après réception de l'autre moitié envoyée par le migrant, ce qui prouvait son arrivée à destination.

ailleurs à propos de l'usage du terme « lusodésendant³⁹ ». Pour ses détracteurs, celui-ci traduirait une occultation volontaire de l'origine immigrée et par conséquent de l'histoire de la migration⁴⁰.

La thématique mémorielle a été pourtant très vite investie par deux associations, dont Cap Magellan. Ce tournant doit être mis en relation avec la politique tendant à prendre en compte l'histoire de l'immigration dans l'histoire nationale de la France. La mémoire de la migration devient dès lors un enjeu identitaire, mais aussi politique pour ces associations. En participant au premier forum des associations de la Mission de préfiguration de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (en juillet 2003), Cap Magellan et l'Association communauté portugaise de formation culturelle du Raincy, dirigée par des jeunes franco-portugais, ont montré qu'elles entendaient bien être interlocutrices de la future Cité, et gardiennes de la mémoire de la communauté portugaise : elles se sont depuis toutes deux lancées dans le recueil d'une mémoire orale auprès des parents des adhérents. L'association *Mémoire Vive/ Memória Viva* a elle aussi participé à ce forum ; pour le moment, son implication n'est pas envisagée au-delà de cette première phase. C'est donc aussi la question du leadership associatif que fait resurgir l'objectivation de la mémoire de la migration. La Coordination des Associations Portugaises de France, dont le président est aussi celui de Cap Magellan, a par exemple confié ses archives à l'association *Génériques* (Paris), alors que la Fédération des Associations Portugaises de France est un partenaire du Musée de l'émigration de Fafe (Portugal).

La multiplication des supports mémoriels, la médiatisation de la mémoire et la mise en valeur politique de l'histoire de

l'immigration en France, ne manqueront pas de contribuer à la légitimation d'une histoire « d'anonymes », occultée dans les familles aussi bien que dans les pays d'origine et d'accueil. La politique commémorative des « Communautés portugaises » et les initiatives locales de célébration de l'émigrant, ainsi que la volonté de mémoire des jeunes franco-portugais, révèlent les enjeux identitaires sous-jacents à sa demande de reconnaissance. Car la mémoire de la migration questionne l'identité et la place de l'émigrant et de ses descendants dans la société portugaise, mais également au sein de la société française.

Désignée comme étant une communauté « invisible » (modèle de l'intégration à la française), relativement peu étudiée par les historiens de l'immigration, la reconnaissance de l'existence d'une population portugaise au sein de la population française et de sa spécificité au sein d'une histoire nationale de l'immigration, est une question actuelle qui interroge l'injonction à la mémoire. Cette problématique confronte deux générations successives d'enfants de migrants, une première ayant émigré et pouvant se souvenir, une seconde, née en France, « sans mémoire ». On voit également s'opposer deux manières de se vivre en tant que descendants de migrants au sein de la société française : ceux qui ne souhaitent pas perpétuer une origine culturelle et sociale qui les différencie, et ceux pour qui la (re)connaissance de l'histoire de l'immigration portugaise devient celle de leur présence et de leur existence au sein de la société française. Il est trop tôt pour mesurer l'étendue de ce processus mémoriel collectif, d'autant que l'absence, jusqu'à présent, de lieux de mémoire spécifiques à

l'immigration portugaise en France, est bien due au fait que ces lieux « ne préexistent pas à la mémoire et se constituent dans le moment même où la mémoire travaille³⁹ ». Mais la question se pose désormais des limites de la dimension collective de la mémoire et de ses enjeux intrinsèques : produire une représentation commune du passé qui acquiert alors sa propre dynamique au regard des mémoires individuelles. ■

Irène dos Santos

Irène dos Santos est doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Elle y prépare, sous la direction de Françoise Zonabend, une thèse de doctorat en anthropologie sociale sur la transmission de la mémoire identitaire et la construction d'appartenances sociales, nationales et transnationales chez des jeunes franco-portugais. Elle est rattachée au Laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France et boursière de la Fundação para a Ciência e a Tecnologia (Portugal). Elle a publié plusieurs articles en France (*Revue de synthèse*, *Cahiers de recherches de la BDIC*, *Recherches en anthropologie au Portugal*) et à l'étranger (*Croatian Journal of Ethnology and Folklore Research*).

Entre jeunes appartenant au milieu associatif franco-portugais, une polémique apparaît par ailleurs à propos de l'usage du terme « lusodésendant ».

39. L'évolution de l'orthographe du mot (sans tiret) traduit l'invention par l'association Cap Magellan d'une forme usuelle – valorisante en France parce que dissociée de l'origine immigrée – alors que les instances politiques portugaises continuent de l'utiliser en tant que nom propre : *Luso-Déscente*.

40. Séminaire du groupe « Anthropologie du Portugal », Maison des Sciences de l'Homme (Paris), 12 avril 2002.

41. Joël Candau, *op. cit.*, p. 116.

Migrations en mémoire

L'immigration, enjeu de mémoire à l'échelle nationale

- Du « non-lieu de mémoire » à la « CNHI »
Les historiens et la reconnaissance de l'immigration en France

Marie-Claude BLANC-CHALÉARD

- La mémoire nationale rejoint la réalité historique

Philippe JOUTARD

- Histoire de l'immigration en Belgique. Heurts et malheurs des projets pour un musée

Anne MORELLI

- Between Oblivion and Representation. Commemorating Contemporary Migration History in Germany

Rainer OHLIGER, Jan MOTTE

Nouvelles appropriations : vecteurs et territoires

- Mémoire en débat, mémoires en travail. L'histoire de l'immigration au prisme d'initiatives locales

Laure TEULIÈRES

- Politiques publiques et mémoire des populations urbaines

Olivier CHAVANON

- L'Anniversaire de Thomas. Quand les Italiens entrent dans le patrimoine lorrain

Béatrice FLEURY-VILATTE, Jacques WALTER

Commémorations collectives, mémoires communautaires

- Entre mémoire institutionnelle et mémoire personnelle. Quelle mémoire partagée de la migration portugaise en France?

Irène DOS SANTOS

- S'associer pour se souvenir. Le travail de mémoire des associations de migrants marocains en France

Antoine DUMONT

- Putting memory to work. A comparative study of three associations dedicated to the memory of the Spanish republican exile in France

Scott SOO

- Une mémoire tchécoslovaque existe-t-elle en France?

Jean-Philippe NAMONT

Résurgences conflictuelles

- Guerres de mémoires autour de la question algérienne. À propos de quelques revendications militantes

Éric SAVARÈSE

- Résurgence des mémoires de l'esclavage. Entre accélération généralisée et historicités singulières

Christine CHIVALLON

Documents

- Enfant de la Lune Maurice FONTAINE

- Roms. Du génocide oublié à la mémoire retrouvée Benoît CALIFANO, Christophe PERRIN

- Anciens Combattants africains
Philippe GUIONIE

Prix : 20 €

ISSN : 1637-5823

Œuvre de couverture : Alain Portier, *Néo-colonialisme* (2002-2003)

Revue publiée avec le concours du Centre National du Livre

Éditeur : Équipe FRAMESPA-Diasporas, CNRS, Université de Toulouse-Le Mirail